

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2021-2022

---

17 NOVEMBRE 2021

---

**Proposition de résolution soutenant les mesures européennes relatives à l'état de droit en Pologne et au récent arrêt de la Cour constitutionnelle polonaise**

(Déposée par Mme Els Ampe et consorts)

---

## DÉVELOPPEMENTS

### I. INTRODUCTION: LA POLOGNE PAR RAPPORT À L'UE

#### A. Quel est le problème?

«*The legal system we have and the rule of law are far more responsible for our traditional liberties than any system of one man one vote. Any country or government which wants to proceed towards tyranny starts to undermine legal rights and undermine the law.*» – Margaret Thatcher.

Le 7 octobre 2021, la Cour constitutionnelle polonaise a estimé que, sur certains points, le droit de l'Union européenne (UE) n'avait plus la primauté. Cette décision équivaut pour la Pologne à une sortie juridique de l'UE, ce qui peut avoir des conséquences désastreuses tant pour la structure de l'UE que pour la population polonaise elle-même.

À l'origine de cet arrêt, on trouve le conflit qui oppose l'UE et la Pologne à propos de l'état de droit. Le PiS (*Prawo i Sprawiedliwość* – parti Droit et Justice) vide la Constitution de sa substance pour accroître les pouvoirs du gouvernement, ce qui a déjà souvent valu à la Pologne des démêlés avec le Conseil de l'Europe, la Cour européenne et la Commission européenne. Les subventions européennes accordées à la Pologne dans

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2021-2022

---

17 NOVEMBER 2021

---

**Voorstel van resolutie voor het steunen van Europese maatregelen met betrekking tot de Poolse rechtsstaat en de recente uitspraak van het Poolse Grondwettelijk Hof**

(Ingediend door mevrouw Els Ampe c.s.)

---

## TOELICHTING

### I. INLEIDING: POLEN IN VERHOUDING TOT DE EU

#### A. Wat is het probleem?

«*The legal system we have and the rule of law are far more responsible for our traditional liberties than any system of one man one vote. Any country or government which wants to proceed towards tyranny starts to undermine legal rights and undermine the law.*» – Margaret Thatcher.

Op 7 oktober 2021 oordeelde het Poolse Grondwettelijk Hof dat het recht van de Europese Unie (EU) op bepaalde punten niet langer primeert. Deze beslissing is voor Polen een juridische exit uit de EU, wat desastreuze gevolgen kan hebben voor zowel de structuur van de EU als de bevolking van Polen.

De aanloop van deze uitspraak is het conflict over de rechtsstaat tussen de EU en Polen. De Pis (*Prawo i Sprawiedliwość* – Recht en Rechtvaardigheid)-partij holt de grondwet uit om meer macht aan de regering toe te kennen, waardoor Polen het al dikwijls aan de stok had met de Raad van Europa, het Europees Hof en de Europese Commissie. Zo zijn de coronasubsidies voor Polen tijdelijk bevroren, gezien deze met het akkoord

le cadre de la crise du coronavirus ont ainsi été gelées temporairement puisque, conformément à l'accord de 2020, elles sont subordonnées à la sauvegarde de l'état de droit. La Pologne et la Hongrie contestent ce principe devant la Cour de justice de l'Union européenne.

L'instauration d'une chambre disciplinaire précipite encore le déclin de l'état de droit en Pologne. Celle-ci pourra infliger des amendes aux juges, les dégrader ou les limoger s'ils mettent en doute le pouvoir décisionnel ou la légalité d'autres juges ou tribunaux. Les nouveaux juges sont donc majoritairement proches du gouvernement. La Commission européenne a déjà eu gain de cause dans trois dossiers à ce sujet auprès de la Cour européenne de justice. La chambre disciplinaire devait être démantelée en juillet, mais la Pologne ne s'est toujours pas exécutée à ce jour.

### **B. Quelles sont les conséquences de l'arrêt de la Cour constitutionnelle polonaise?**

L'arrêt de la Cour constitutionnelle polonaise a tout d'abord des répercussions sur la structure de l'Union européenne. Il ébranle la confiance mutuelle entre tous les États membres sur laquelle repose leur collaboration, confiance dont la Cour de justice de l'Union européenne est garante. Une telle rupture de confiance affecte tous les États membres et se fait directement ressentir dans la collaboration sur le marché intérieur et dans l'Espace Schengen, ainsi que sur nos quatre libertés : la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux.

Si les juges polonais ne sont plus liés par le droit européen, les autres États membres auront moins confiance. Des prévenus ou des condamnés ne pourront ainsi plus être extradés aveuglément, le climat d'investissement deviendra plus incertain ainsi peut-être que la politique de frontières ouvertes.

Le marché intérieur sera par ailleurs mis en péril puisqu'il dépend de l'applicabilité de règles communes à tous les pays qui en font partie. Plusieurs entreprises et entrepreneurs belges sont également actifs en Pologne et pourraient être lésés. L'attitude de la Pologne constitue donc une menace directe pour notre prospérité et notre sécurité, y compris en Belgique.

Le commissaire européen à la Justice, Didier Reynders, évoque la possibilité d'un «effet tache d'huile», la primauté du droit européen sur le droit national étant, depuis un certain temps déjà, remise en question dans plusieurs États membres. L'année dernière, la Cour constitutionnelle allemande a tenté

van 2020 afhankelijk zijn van het waarborgen van de rechtsstaat. Polen en Hongarije vechten dit aan bij het Hof van Justitie van de Europese Unie.

De rechtsstaat in Polen raakt nog meer in verval met de invoer van een Tuchtkamer. Deze kan rechters geldboetes opleggen, degraderen of ontslaan als ze de beslissingsmacht of legaliteit van andere rechters of rechtbanken in twijfel trekken. Voornamelijk zijn de nieuwe rechters dan ook sympathiserend met de regering. Bij het Europees Hof van Justitie zijn hier al drie zaken over gewonnen door de Europese Commissie. In juli moest de Tuchtkamer ontmanteld worden, maar tot nog toe heeft Polen hier geen gehoor aan gegeven.

### **B. Wat zijn de effecten van de uitspraak van het Poolse Grondwettelijk Hof?**

Ten eerste heeft de uitspraak gevolgen voor de structuur van de Europese Unie. De uitspraak van het Poolse Grondwettelijk Hof betwist het vertrouwen dat alle lidstaten in elkaar stellen om samen te werken; dit vertrouwen wordt bewaakt door het Europees Hof van Justitie. Als dit vertrouwen wordt betwist dan raakt dit alle lidstaten en heeft dit rechtstreeks gevolgen op de onderlinge samenwerking binnen de interne markt en Schengen en op onze vier vrijheden: het vrije verkeer van personen, goederen, diensten en kapitaal.

Wanneer Poolse rechters niet meer gebonden zijn aan het Europees recht, verzwakt het vertrouwen van de andere lidstaten. Zo zullen verdachten of veroordeelden niet zomaar blind uitgeleverd kunnen worden, het investeringsklimaat onzekerder worden en mogelijks ook het opengrenzenbeleid.

Overigens komt de interne markt in het gedrang, want deze staat of valt bij de afdwingbaarheid van dezelfde regels in alle landen die er deel van uitmaken. Ook België heeft verschillende bedrijven en ondernemers actief in Polen die hiervan de dupe kunnen zijn. Het vormt dus een directe bedreiging voor onze welvaart en veiligheid, ook in België.

Europees commissaris voor Justitie Didier Reynders, spreekt over een mogelijke «inktvlekwerking», het in twijfel trekken van het Europees primaat boven het nationaal recht is al een tijdje aan de gang in verschillende lidstaten. Het Duitse Constitutionele Hof deed vorig jaar een halfslachtige poging om het Hof van Justitie in

d'une manière ambiguë de brider la Cour de justice de Luxembourg. La France a elle aussi essayé de contourner la primauté de l'UE à propos d'une législation imposant aux services de renseignement des limites quant au stockage de données. La Pologne n'est donc assurément pas la seule dans le cas mais jamais auparavant, on n'avait assisté à une attaque aussi frontale contre le principe même de la primauté. Si la Pologne continuait à bénéficier des avantages de l'UE après avoir pris une telle décision unilatérale, cela constituerait un signal extrêmement négatif adressé aux autres États membres. C'est pourquoi Mme Merkel plaide pour le dialogue avec la Pologne plutôt que pour une avalanche de procédures judiciaires. Elle a souligné au sommet européen que la question de principe de l'étendue des compétences européennes nécessitait une discussion plus approfondie et elle voudrait que le sujet soit abordé durant la Conférence spéciale sur l'avenir de l'Europe.

Le conflit juridique masque aussi un conflit politique entre des États comme la Pologne et l'Union en tant que fédération d'États démocratiques. Si l'on n'intervient pas assez sévèrement contre ces États, une fracture pourrait apparaître au sein de l'Europe. Plusieurs pays européens en ont assez d'accorder des moyens financiers à des dirigeants qui en abusent pour acheter la loyauté de certains dans leurs pays. En Hongrie, par exemple, Orbán octroie beaucoup plus de fonds européens aux communes qui sont fidèles au gouvernement qu'à celles qui sont plus critiques à son égard. Il est par conséquent essentiel que l'UE mette un frein à l'octroi de subsides. Notre premier ministre a encore insisté sur ce point lors du sommet: (traduction) «celui qui veut faire partie d'un club et profiter de ses avantages doit aussi en respecter les règles». Il préconise donc de priver la Pologne de subventions tant qu'elle ne remplira pas les conditions d'un état de droit.

Par ailleurs, il importe que l'UE ne perde pas la Pologne qui, justement aujourd'hui, sert de tampon face à la Russie. L'Europe a besoin de ses États de l'Est. L'UE doit être suffisamment forte pour pouvoir affronter des grandes puissances comme la Chine et la Russie. C'est pourquoi il est capital qu'elle ne soit pas divisée et qu'elle puisse prendre des décisions conjointes fortes.

Enfin, la protection des citoyens polonais est une priorité absolue. Après avoir longtemps souffert du communisme, les Polonais vivent à nouveau aujourd'hui dans une société où l'état de droit est mis à mal. Des libertés fondamentales telles que la liberté de la presse, la protection des minorités ou la sécurité juridique fondent comme neige au soleil. Les juges polonais qui se

Luxemburg af te knippen. Ook Frankrijk probeerde het primaat van de EU te omzeilen over een wetgeving die inlichtingendiensten beperkt in de opslag van data. Polen staat hier dus zeker niet alleen in, maar nog nooit werd er zo een frontale aanval gedaan op het principe zelf. Als Polen dit zelfstandig beslist en nog steeds van de voordelen van de EU geniet, geeft dit een heel negatief signaal aan de andere lidstaten. Mevrouw Merkel pleit daarom eerder voor een dialoog met Polen in plaats van een waterval aan rechtszaken. Ze benadrukte op de Europese top dat de principiële vraag over de reikwijdte van de Europese bevoegdheden een bredere discussie vergt. Zij wil dat dit wordt behandeld tijdens de speciale Conferentie over de Toekomst van Europa.

Onder het juridische conflict schuilt ook een politiek conflict tussen Staten als Polen en de Unie als verbond van democratische staten. Als er niet streng genoeg wordt opgetreden tegen deze staten, kan dit een breuk in Europa creëren. Europese landen raken het beu om geld te geven aan bepaalde leiders die het op hun beurt misbruiken om loyaliteit te kopen in hun eigen land. In Hongarije bijvoorbeeld geeft Orbán veel meer EU-geld aan gemeenten die trouw zijn aan de regering dan gemeenten die kritischer zijn tegenover de regering. Daarom is het zo belangrijk dat de EU paal en perk stelt aan het uitdelen van subsidies. Onze eerste minister benadrukte dit nog eens op de top: «als je bij een club wilt horen en van de voordelen van die club wil genieten, moet je je ook aan de regels houden van die club.» Hij pleit er dan ook voor om de subsidies in te trekken zolang Polen niet voldoet aan de voorwaarden voor een rechtsstaat.

Anderzijds is het ook van belang dat de EU Polen niet verliest, dat juist nu als buffer dient tegen Rusland. Europa heeft zijn Oosten nodig. De EU moet sterk genoeg zijn om te kunnen opboksen tegen grootmachten als China en Rusland. Daarom is het net van zo'n groot belang dat de Unie niet verdeeld is en samen sterke beslissingen kan maken.

Tot slot geniet de bescherming van de Poolse burgers de hoogste prioriteit. Zij hebben lang onder het communisme geleden en leven nu opnieuw in een maatschappij waarin de rechtsstaat ondermijnd wordt. Basisvrijheden als persvrijheid, bescherming van minderheden en rechtszekerheid verdwijnen als sneeuw voor de zon. Kritische, Poolse rechters die net kracht ontleenden aan

montrent critiques et tirent argument du droit européen et du Conseil de l'Europe sont à nouveau mis à dure épreuve. Nous avons vu des dizaines de milliers de personnes manifester dans les rues pour protester contre l'arrêt de la Cour constitutionnelle polonaise. Un récent sondage d'opinion a fait apparaître que 88 % de la population polonaise est farouchement opposée à un Polesxit et souhaite que le pays reste dans l'Union (1).

### C. Que fait l'UE?

L'article 2 du Traité sur l'Union européenne (TUE) dispose que l'état de droit est l'une des valeurs fondamentales commune à tous les États membres. Le respect de l'état de droit est considéré par l'UE comme essentiel car il garantit l'égalité devant la loi et fait en sorte que les citoyens et les entreprises aient confiance dans les institutions publiques. Selon le Rapport 2020 sur l'état de droit dans l'UE (2), une menace pour l'état de droit dans un seul État membre est une menace pour les fondements juridiques, politiques et économiques de l'UE. Les défaillances d'un seul État membre ont des répercussions sur les autres États membres et sur l'UE dans son ensemble. La présidente de la Commission européenne, Mme von der Leyen, affirme que l'état de droit est le ciment de l'UE; l'Europe doit agir dans l'intérêt de ses citoyens et sans une justice indépendante, les citoyens sont moins protégés.

En décembre 2020, un accord a été conclu au sujet du mécanisme de conditionnalité liée à l'état de droit (3), qui conditionne l'octroi de subventions européennes à l'application correcte des principes de l'état de droit dans chaque État membre. Bien que ce mécanisme soit en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier, son entrée en vigueur n'interviendra que plus tard dans l'année, étant donné que la Commission planche toujours sur les lignes directrices de sa mise en œuvre. De plus, la Commission entend tenir compte aussi des directives de la Cour européenne de Justice, qui examine le mécanisme à la suite des plaintes déposées par la Hongrie et la Pologne. La Cour devrait se prononcer après l'été. Il faudra donc encore quelques mois avant que le mécanisme de protection de l'état de droit ne soit appliqué.

het EU-recht en de Raad van Europa worden nu opnieuw zwaar op de proef gesteld. We zagen tienduizenden mensen op straat protesteren tegen de uitspraak van het Poolse Grondwettelijk Hof. En uit een recente peiling blijkt dat 88 % van de Poolse bevolking helemaal geen Polesxit wil en in de EU wil blijven (1).

### C. Wat doet de EU?

Artikel 2 van het Verdrag betreffende de Europese Unie (VEU) bepaalt dat het hebben van een rechtsstaat tot een van de kernwaarden behoort voor alle lidstaten. Het eerbiedigen van de rechtsstaat wordt door de EU als essentieel gezien, omdat het de gelijkheid voor de wet waarborgt en ervoor moet zorgen dat burgers en bedrijven vertrouwen hebben in overheidsinstellingen. Volgens het *Rule of Law Report* van de EU van 2020 (2), vormt een bedreiging voor de rechtsstaat in een enkele lidstaat een bedreiging voor zowel de juridische, politieke en economische basis van de EU. Tekortkomingen in één lidstaat hebben gevolgen voor andere lidstaten en voor de EU als geheel. De voorzitter van de Europese commissie mevrouw von der Leyen betoogt dat de rechtsstaat de lijm is die de EU bijeenhoudt; Europa moet in het belang van de burgers denken en zonder onafhankelijke rechters zijn de burgers minder beschermd.

In december 2020 werd er een akkoord bereikt over het rechtsstaatmechanisme (3), dit mechanisme houdt in dat Europese subsidies voortaan afhankelijk zijn gemaakt van de correcte toepassing van de rechtsstatelijke principes in elke lidstaat. Hoewel het mechanisme al sinds 1 januari actief is, treedt het pas later in het jaar in werking, aangezien de Commissie zich nog buigt over de richtsnoeren voor de toepassing ervan. Ook wil de Commissie daarbij rekening houden met de richtlijnen van het Europees Hof van Justitie, dat zich op klacht van Hongarije en Polen over het mechanisme buigt. De input van het Hof wordt na de zomer verwacht. Daarom zal het nog enkele maanden duren voor het rechtsstaatmechanisme wordt toegepast.

(1) CBOS, «*Polacy o warunkowosci w budzecie UE*», 2020, p. 2 (graphique: la ligne bleue indique les opinions en faveur du maintien dans l'UE, la ligne rouge les opinions défavorables au maintien dans l'UE), [https://www.cbos.pl/SPISKOM.POL/2020/K\\_165\\_20.PDF](https://www.cbos.pl/SPISKOM.POL/2020/K_165_20.PDF).

(2) [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/qanda\\_20\\_1757](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/qanda_20_1757).

(3) <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2020/2092/oj?locale=fr>.

(1) CBOS, «*Polacy o warunkowosci w budzecie UE*», 2020, blz. 2 (grafiek: blauwe lijn staat voor steun aan het blijven in de EU, rode lijn staat voor verzet tegen blijven in de EU), [https://www.cbos.pl/SPISKOM.POL/2020/K\\_165\\_20.PDF](https://www.cbos.pl/SPISKOM.POL/2020/K_165_20.PDF).

(2) [https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/qanda\\_20\\_1757](https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/qanda_20_1757).

(3) <https://eur-lex.europa.eu/eli/reg/2020/2092/oj>.

Une avancée concrète, toutefois, relative au mécanisme de protection de l'état de droit, est l'approbation du fonds de relance corona. Les montants destinés à la Pologne et à la Hongrie n'ont pas été approuvés, en raison de l'absence de garanties quant à l'état de droit et de la décision de la Cour constitutionnelle polonaise. L'aide corona destinée à la Pologne, qui se monte à 36 milliards d'euros, sera donc gelée en attendant l'arrêt de la Cour de justice européenne.

Le 21 octobre 2021, le Parlement européen a adopté une résolution (4), qui précise que l'argent des contribuables de l'Union ne devrait pas être versé à des gouvernements qui portent gravement, délibérément et systématiquement atteinte aux valeurs de l'UE. La résolution souligne ensuite que la population polonaise, qui reste majoritairement pro-européenne, doit être protégée par l'Union européenne. Enfin, la résolution condamne la tentative de la Cour constitutionnelle polonaise de remettre en cause la primauté du droit de l'Union sur la législation nationale. Le Parlement indique que cette Cour constitutionnelle est devenue «un outil de légalisation des activités illégales des autorités».

Le Parlement européen plaide dès lors pour que des mesures soient prises en vue de rétablir l'état de droit, sans toutefois porter préjudice aux citoyens. Il invite la Commission et le Conseil à prendre d'urgence des mesures coordonnées:

- en engageant des procédures d'infraction en ce qui concerne la législation sur la «Cour constitutionnelle» illégitime, sa composition illégale et son rôle pour ce qui est d'empêcher l'exécution des arrêts de la Cour de Justice de l'Union européenne, et en demandant à celle-ci d'imposer des mesures provisoires;
- en procédant au déclenchement de la procédure du règlement sur la conditionnalité liée à l'état de droit;
- en s'abstenant d'approuver le projet de plan pour la reprise et la résilience de la Pologne tant que le gouvernement polonais n'appliquera pas pleinement et correctement les arrêts de la Cour de Justice et des tribunaux internationaux, et en veillant à ce que l'évaluation du plan garantisse le respect des recommandations par pays pertinentes, en particulier en ce qui concerne la préservation de l'indépendance de la justice;

(4) [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0439\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0439_FR.html).

Wat wel al is ingezet met betrekking tot het rechtsstaatsmechanisme, is de goedkeuring van het coronaherstelfonds plan. Zowel voor Polen als Hongarije werd deze niet goedgekeurd, omwille van het niet waarborgen van een rechtsstaat en de uitspraak van het Poolse Constitutionele Hof. De 36 miljard euro coronasteun aan Polen blijft dus nog een tijdje bevroren, in afwachting van de uitspraak van het Europees Hof van Justitie.

In het Europees Parlement werd op 21 oktober 2021 een resolutie aangenomen (4), die stelt dat er geen EU-geld meer mag gaan naar regeringen die de EU-waarden flagrant, doelbewust en systematisch ondermijnen. Het tweede argument dat van belang is in de resolutie is dat de Poolse bevolking, die nog steeds overwegend pro-Europees is, moet worden beschermd door de Europese Unie. Ten derde veroordelen ze de poging van het Poolse Grondwettelijk Tribunaal om het primaat van het EU-recht te ondermijnen. Het Parlement noemt dat Grondwettelijk Tribunaal niets meer dan «een instrument om de illegale activiteiten van de autoriteiten te legaliseren».

Het Europees Parlement ijvert daarom voor maatregelen die de rechtsstaat herstellen, zonder de burgers hierin te benadelen. Ze verzoeken de Commissie en de Raad hierin dringend en gecoördineerd actie te ondernemen door:

- het starten van inbreukprocedures met betrekking tot de wetgeving inzake het onwettige «Grondwettelijk Tribunaal», de onwettige samenstelling ervan en de rol die het speelt bij het verhinderen van de naleving van de arresten van het Europees Hof van Justitie en het Europees Hof van Justitie te verzoeken voorlopige maatregelen op te leggen;
- de procedure van de conditionaliteit van de rechtsstaat in gang te zetten;
- geen goedkeuring te hechten aan het ontwerpplan voor herstel en veerkracht van Polen totdat de Poolse regering de arresten van het Hof van Justitie en de internationale rechtscolleges volledig en naar behoren uitvoert, en ervoor te zorgen dat bij de beoordeling van het ontwerpplan rekening wordt gehouden met het feit dat de relevante landenspecifieke aanbevelingen, met name betreffende het waarborgen van de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht, moeten worden opgevolgd;

(4) [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0439\\_EN.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0439_EN.html).

– en déclarant qu’il existe un risque clair de violation grave de l’état de droit par la Pologne, conformément à la procédure prévue à l’article 7, paragraphe 1er, du Traité UE (5);

– en interrompant ou en suspendant les paiements à la Pologne ou en procédant, le cas échéant, à des corrections financières, compte tenu du risque de graves défaillances dans le fonctionnement efficace des systèmes de contrôle en Pologne en raison du manque d’indépendance de la justice.

Ce n’est pas la première fois que la Pologne se heurte à l’Union européenne sur la question de l’état de droit. En 2017 déjà, la Commission européenne demandait à l’UE de prendre des mesures à l’égard de ce pays pour atteindre à l’indépendance du pouvoir judiciaire. Et, dans une résolution de mars 2018, le Parlement européen déclarait qu’en Pologne, l’état de droit était sous pression. Aux termes de l’article 7 du Traité (6), le Conseil peut constater, à la suite d’une telle demande, qu’il existe un risque clair de violation grave par un État membre des valeurs de l’UE. La procédure prévue à l’article 7 implique qu’un État membre peut être contraint de rendre des comptes pour avoir enfreint les valeurs européennes et être privé, dans le pire des cas, de son droit de vote au Conseil. Cette procédure a été enclenchée contre la Pologne en 2017, mais elle n’a pas été suivie d’autres mesures. Pour pouvoir l’activer, il faut en effet un vote unanime de l’ensemble des chefs de gouvernement.

#### **D. Comment les autres États membres se positionnent-ils à cet égard?**

La question de savoir s’il faut agir ou non avec fermeté vis-à-vis de la Pologne suscite de nombreuses discussions au sein de l’UE. M. Morawiecki, le premier ministre polonais, peut compter sur le soutien de ses collègues hongrois, slovène, slovaque et tchèque. Plus ils sont malmenés par l’UE, plus ils estiment gagner en popularité dans leur propre pays. La procédure prévue à l’article 7 ne pourra donc jamais être activée.

Mais, parmi les États membres, il y a aussi les tenants d’une ligne dure à l’égard de la Pologne, avec Mark Rutte comme chef de file. Ils veulent priver la Pologne des fonds européens aussi longtemps que celle-ci poursuivra ses attaques contre l’état de droit. La Suède et la Finlande aussi sont favorables à cette mesure.

(5) <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A12012M007>.

(6) <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=celex%3A12012M007>.

– verklaren dat er een duidelijk gevaar bestaat voor een ernstige schending van de rechtsstaat door Polen, overeenkomstig artikel 7, lid 1, van het Verdrag (5);

– het onderbreken of opschorten van betalingen aan Polen en het aanbrenge van financiële correcties waar nodig, gezien het risico van ernstige tekortkomingen in de effectieve werking van de controlesystemen in Polen als gevolg van het gebrek aan rechterlijke onafhankelijkheid.

Het is niet de eerste keer dat Polen in aanvaring komt met de Europese Unie over hun rechtsstaat. In 2017 verzocht de Europese Commissie om EU-maatregelen wegens ondermijning van de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht. En in een resolutie van maart 2018 verklaarde het Europees Parlement dat de Poolse rechtsstaat onder druk staat. Volgens artikel 7 van het Verdrag (6) kan de Raad naar aanleiding van deze verzoeken vaststellen dat er een duidelijk risico bestaat op een ernstige schending van de EU-waarden in de betrokken landen. De artikel 7-procedure houdt in dat een lidstaat kan worden aangesproken op het schenden van Europese waarden en in het uiterste geval kan de lidstaat geschorst worden van de stemmingen in de Raad. In 2017 is die procedure opgestart tegen Polen, maar er zijn verder geen stappen gezet in deze richting. Om deze procedure in te zetten, moet er immers een unanieme stemming zijn van alle regeringsleiders.

#### **D. Hoe staan de andere lidstaten er tegenover?**

Over de vraag of Polen hard of juist niet hard moet worden aangepakt, is veel discussie binnen de EU. De heer Morawiecki, de eerste minister van Polen, kan rekenen op de steun van zijn Hongaarse, Sloveense, Slowaakse en Tsjechische collega’s. Hoe harder de EU tegen hun schenen trapt, hoe populairder ze thuis menen te worden. Hierdoor zal de artikel 7-procedure dus nooit kunnen worden ingezet.

Daarnaast zijn er ook landen die voor een heel strenge aanpak van Polen staan, waarin Mark Rutte de voortrekkende is. Zij willen dat de geldkraan wordt dichtgedraaid zolang Polen de rechtsstaat blijft ondermijnen. Ook Zweden en Finland steunen dit. Echter is er ook voor deze maatregel genoeg steun nodig van de lidstaten. Voor

(5) <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=celex%3A12012M007>.

(6) <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/NL/TXT/?uri=celex%3A12012M007>.

Mais, pour être mise en œuvre, celle-ci doit recueillir un soutien suffisant auprès des États membres. Il faut une large majorité pour pouvoir stopper le versement de fonds européens à la Pologne. Ainsi qu'il a été dit plus haut, un accord est déjà intervenu en 2020 au sujet du mécanisme de conditionnalité liée à l'état de droit, mais avant de pouvoir l'appliquer, il faut attendre que la Cour européenne de Justice se prononce dans ce dossier.

Il est frappant de constater que les grands États membres sont plutôt partisans d'une approche plus douce à l'égard de la Pologne. L'objectif de Mme Merkel est de préserver coûte que coûte l'unité de l'UE. Elle rappelle qu'il est important de maintenir des États occidentaux et des pays de l'Est au sein de l'Union européenne. Telle est, à ses yeux, la seule manière de nous préparer à une ère nouvelle où des puissances comme la Chine et la Russie défient nos démocraties et l'ordre international. Selon elle, un autre débat, plus large, est aussi en cours: celui de la portée des compétences européennes. La France et l'Italie aussi font preuve d'une certaine neutralité et optent pour une approche plus en douceur. Elles souhaitent surtout que la Pologne noue un dialogue avec la Commission européenne et que les deux parties recherchent ensemble une solution.

Plusieurs députés européens (7) soulignent qu'il est grand temps de passer de la parole aux actes. Il existe plusieurs options: la procédure d'infraction, le mécanisme de conditionnalité liée à l'état de droit, la procédure de l'article 7 et la suspension des fonds. Toutes ces propositions sont sur la table et bénéficient du soutien de la présidente de la Commission Ursula von der Leyen et du Parlement européen. La décision finale revient toutefois au Conseil qui, comme indiqué ci-avant, plaide surtout en faveur d'une approche douce et du dialogue. Selon plusieurs députés, l'heure n'est plus au dialogue: cela fait des années que l'on dialogue avec la Pologne, sans résultat jusqu'à présent.

### **E. Comment a-t-on pu en arriver là?**

La situation en Pologne est problématique depuis un certain temps déjà. Les difficultés ont commencé en 2015 avec l'entrée en fonction du nouveau gouvernement dirigé par le PiS, parti conservateur de droite. Comme en Hongrie, le gouvernement tente de vider progressivement la Constitution de sa substance pour s'arroger plus de pouvoir. Le début de la législature est marqué par une première crise constitutionnelle, lorsque le vice-premier ministre Kaczyński nomme

het stopzetten van het EU-geld naar Polen is een ruime meerderheid nodig. Zoals hierboven al eerder vermeld is er in 2020 wel al een akkoord bereikt over het rechtsstaatmechanisme en is het wachten op het Europees Hof van Justitie voor dit verder wordt toegepast.

Wat opmerkelijk is, is dat de grote lidstaten eerder voorstander zijn van een zachtere aanpak van Polen. Het doel van mevrouw Merkel is om de EU bij elkaar te houden, koste wat het kost. Ze wijst op het belang dat Oost en West samen moeten worden gehouden in de EU. Enkel dan kunnen we ons sterk maken voor een nieuw tijdperk, een tijdperk waarin machten als China en Rusland onze democratieën en de internationale orde uitdagen. Volgens haar is er bovendien een breder debat gaande, een debat over de reikwijdte van de Europese bevoegdheden. Ook Frankrijk en Italië houden zich eerder afzijdig en kiezen voor een zachtere aanpak. Ze willen vooral dat Polen in dialoog gaat met de Europese Commissie en samen naar een oplossing zoekt.

Verschillende Europees parlementsleden (7) benadrukken dat nu dringend de daad bij het woord moet worden gevoegd. Er zijn verschillende opties: de inbreukprocedure, het rechtsstaatmechanisme, de artikel 7-procedure en het opschorten van fondsen. Deze voorstellen liggen allemaal op tafel, gesteund door Commissievoorzitster Ursula von der Leyen en het Europees Parlement. Het is echter de Raad die de uiteindelijke beslissing neemt. Zoals hierboven vermeld, pleit deze vooral voor een zachte aanpak en het voeren van dialoog. Volgens verschillende parlementsleden is het hiervoor te laat, er wordt al jarenlang met Polen dialoog gevoerd, maar dit heeft nog steeds niets opgeleverd.

### **E. Hoe is het zo ver kunnen komen?**

De situatie in Polen is al een tijdje aan de gang. Deze krijgt voor het eerst vorm in 2015 bij het aantreden van de nieuwe regering onder leiding van de rechtsconservatieve partij PiS. Net als in Hongarije probeert de regering stuk voor stuk de Grondwet uit te hollen om zo meer macht aan de regering te geven. We kunnen aan het begin van hun legislatuur voor het eerst spreken van een grondwetscrisis, de heer Kaczyński, de vicepremier, installeert vijf nieuwe rechters in het

(7) Dont Hilde Vautmans, députée européenne de l'ALDE: <https://hildevautmans.eu/>.

(7) Waaronder Hilde Vautmans, Europees Parlements lid ALDE: <https://hildevautmans.eu/>.

à la Cour constitutionnelle cinq nouveaux juges qui sont de grands sympathisants du parti. Cette décision soulève une vague de protestations en Pologne, mais le gouvernement tient bon. Les juges suprêmes critiques à l'égard du gouvernement sont mis à la retraite anticipée, les nominations dans les juridictions inférieures sont politisées et une chambre disciplinaire est créée pour destituer les détracteurs au sein de la justice.

La guerre contre la Constitution est véritablement déclarée en 2016. Deux camps s'affrontent: d'un côté, ceux qui s'en prennent à la Constitution avec à leur tête le gouvernement, le Parlement et le président, et de l'autre, les défenseurs de la Constitution, à savoir les juges polonais lésés, des citoyens, des voix critiques, des journalistes, des groupes d'action, etc.

L'Europe entre alors à son tour dans l'équation. Le PiS s'agace que des juges polonais soient confortés dans leurs critiques par le droit européen et le Conseil de l'Europe. Ce dernier affirme à deux reprises que la Cour constitutionnelle polonaise est alors illégitime et n'est donc pas en mesure de rendre des arrêts effectifs. La Cour de justice européenne à Luxembourg, elle aussi, condamne plusieurs fois la Pologne parce qu'elle ne garantit pas une justice indépendante.

En 2019, la Pologne entre en conflit avec la Commission européenne lorsque cinq provinces se proclament «zones sans idéologie LGBTQIA+». La création d'une telle zone signifie par exemple qu'aucun événement Pride ne peut plus y être organisé ou que des organisations LGBTQIA+ ne peuvent plus y être actives. Même si l'objectif est surtout symbolique, cela laisse implicitement le champ libre aux groupes extrémistes pour harceler et même agresser physiquement les personnes de cette communauté. C'est ainsi qu'en juillet de la même année, des hooligans ont agressé les participants à une grande Gay Pride, sous le regard impassible de la police. Il y eut des dizaines de blessés. La Commission européenne a réagi sévèrement à ces agissements contraires au droit européen en matière de non-discrimination sur la base de l'orientation sexuelle et a gelé 120 millions d'euros d'aide à ces cinq provinces. Quatre des cinq provinces concernées ont alors renoncé à leur statut de zones sans idéologie LGBTQIA+. La sanction financière a donc bel et bien porté ses fruits. Par ailleurs, on observe que les pays qui prennent la voie de l'autocratie s'inspirent les uns des autres. Lorsque des zones sans idéologie LGBTQIA+ ont vu

Grondwettelijk Hof, die tevens grote sympathisanten zijn van de partij. Er breekt groot protest uit in Polen, maar de regering houdt voet bij stuk. Kritische opperrechters worden met vervroegd pensioen gestuurd, benoemingen bij lagere rechtbanken worden gepolitiseerd en een Tuchtkamer wordt opgericht om critici binnen de rechtspraak te ontslaan.

In 2016 breekt dan ook effectief de oorlog tegen de Grondwet uit. Je krijgt twee kampen: enerzijds de aanvallers van de grondwet, geleid door de regering, het Parlement en de president, en aan de andere kant de grondwetsverdedigers: benadeelde Poolse rechters, burgers, critici, journalisten, actiegroepen, enz.

Op dat moment komt ook Europa in beeld. PiS ergert er zich aan dat kritische binnenlandse rechters steun ontlenden aan het EU-recht en aan de Raad van Europa. De Raad van Europa oordeelt tot twee keer toe dat het huidige Poolse Grondwettelijk Hof onwettig is en dus niet in staat is om effectieve uitspraken te doen. Ook het Europees Hof van Justitie in Luxemburg heeft Polen meerdere malen veroordeeld omdat het geen onafhankelijke rechtspraak garandeert.

In 2019 komen de Polen in aanvaring met de Europese Commissie. Vijf provincies roepen zich uit tot «LGBTQIA+-ideologievrije zones». Deze zones houden in dat er bijvoorbeeld geen Pride-marsen meer worden georganiseerd of LGBTQIA+-gezinde organisaties er niet meer mogen opereren. Het is vooral symbolisch bedoeld. Anderzijds geeft het impliciet een vrijeleide aan extreme groepen om mensen te belagen of zelfs fysiek aan te vallen. In juli van dat jaar werd er bijvoorbeeld een grote Gay Pride aangevallen door voetbalhooligans terwijl de politie gewoon stond toe te kijken. Er vielen tientallen gewonden. De Europese Commissie heeft hiertegen streng opgetreden omdat dit ingaat tegen het EU-recht inzake niet-discriminatie op basis van seksuele geaardheid en bevroor 120 miljoen euro steun aan deze vijf provincies. Vier van de vijf provincies hebben het dan ook opgegeven en zijn vanaf heden geen LGBTQIA+-vrije zones meer. De financiële sanctie heeft dus wel degelijk gewerkt. Het is opvallend dat landen die op weg zijn een autocratie te worden, elkaar inspireren. Toen er in Polen LGBTQIA+-vrije zones werden ingevoerd, begon plots ook Hongarije LGBTQIA+-maatregelen te nemen. Dit is een fenomeen



le jour en Pologne, la Hongrie a soudainement adopté elle aussi des mesures à l'encontre de la communauté LGBTQIA+. Il ne faut certainement pas sous-estimer ce phénomène: comme en Pologne, l'état de droit est menacé en Hongrie.

La population polonaise a donc déjà beaucoup enduré. Ses droits sont bafoués les uns après les autres, les minorités sont en danger, les médias sont muselés, les femmes sont lésées par une loi sévère en matière d'avortement, etc. À la suite de l'arrêt de la Cour constitutionnelle qui exclut la Pologne de l'UE sur le plan juridique, le gouvernement a encore plus les coudées franches alors que la population ne le suit pas du tout. Selon différents sondages réalisés en Pologne en septembre et octobre 2021 (8), seuls 5 % des répondants ont déclaré souhaiter que la Pologne quitte l'Union européenne. Pas moins de 90 % ont évalué positivement l'appartenance de la Pologne à l'Union et 95 % pensaient également que le soutien de l'Union avait une incidence positive sur le développement de leur ville ou de leur région, ce qui est supérieur à la moyenne de l'Union. C'est pourquoi il est de notre devoir, en tant qu'Européens, d'aider ces citoyens. Ils ont subi les affres du communisme il y a quarante ans et aujourd'hui, l'état de droit est à nouveau attaqué dans leur pays. Agissons donc de concert au niveau européen et aidons ces citoyens.

## II. CONCLUSION

Nous plaidons pour l'envoi d'un signal fort, de manière à prendre en compte le bien-être des citoyens polonais, qui sont encore majoritairement pro-européens. L'état de droit est le pilier le plus important de toute société civile; il garantit la protection des droits et libertés fondamentaux de tout citoyen contre ses concitoyens et contre les autorités. Mais les atteintes à l'état de droit ne sont pas le seul problème constaté en Pologne: l'arrêt de la Cour constitutionnelle polonaise prive désormais aussi les citoyens et les juges de ce pays de la possibilité d'invoquer le droit de l'Union européenne. Cette décision est très lourde de conséquences non seulement pour les citoyens polonais, mais aussi pour les citoyens européens et les entreprises européennes en général. C'est pourquoi nous prônons une approche stricte, afin que la protection des droits des citoyens polonais et européens puisse à nouveau être garantie dans ce contexte.

Cela peut se faire de quatre manières différentes:

(8) <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20211015IPR15016/pologne-la-cour-constitutionnelle-incompetente-pour-interpreter-la-constitution>.

dat zeker niet mag worden onderschat, net als in Polen staat ook in Hongarije de rechtsstaat onder druk.

De Poolse bevolking heeft dus al heel wat te verduren gekregen, stuk voor stuk worden hun rechten ondermijnd, minderheden lopen gevaar, de media wordt genuilkorfd, vrouwen worden benadeeld met een strenge abortuswet, enz. Met de uitspraak van het Grondwettelijk Hof dat de Polen juridisch buiten de EU zet, krijgt de regering nog meer vrij spel terwijl de bevolking het hier helemaal niet mee eens is. Volgens een aantal opiniepeilingen die in september en oktober 2021 in Polen zijn gehouden (8), waren er slechts 5 % van de ondervraagden die zeiden dat zij Polen graag uit de EU zouden zien stappen. Maar liefst 90 % oordeelde positief over het Poolse lidmaatschap van de EU en 95 % was van mening dat de EU-steun een positief effect had op de ontwikkeling van hun stad of regio, wat hoger is dan het EU-gemiddelde. Net daarom is het als Europeanen onze plicht om deze burgers te helpen. Veertig jaar geleden leden ze onder het communisme en nu wordt de rechtsstaat weer aangevallen. Laten we dus in Europa aan één zeel trekken en deze burgers helpen.

## II. BESLUIT

Wij pleiten ervoor dat een krachtig signaal uitgestuurd wordt, waarbij rekening wordt gehouden met het welzijn van de Poolse burgers die nog steeds overwegend pro-Europees zijn. De rechtsstaat is het belangrijkste element in elke civiele samenleving, het voorziet bescherming van de grondrechten en vrijheden van elke burger, tegen medeburgers en tegen de overheid. Maar niet alleen wordt de rechtsstaat ondermijnd in Polen, de uitspraak van het Poolse Grondwettelijk Hof zorgt er tevens voor dat burgers en rechters nu ook geen aanspraak meer kunnen doen op het EU-recht. Deze beslissing heeft niet enkel een enorme impact op de Poolse burgers, maar ook op Europese burgers en Europese bedrijven in het algemeen. Daarom ijveren we voor een strenge aanpak zodat de bescherming van de rechten van Poolse en Europese burgers in deze context terug kunnen worden gewaarborgd.

Dit kan worden aangepakt via vier verschillende manieren:

(8) <https://www.europarl.europa.eu/news/en/press-room/20211015IPR15016/poland-constitutional-tribunal-is-illegitimate-unfit-to-interpret-constitution>.

1. Un bon dialogue demeure l'option numéro un la plus appropriée. Or il s'est avéré que cette piste n'a, dans le passé, pas encore été très fructueuse. Nous souhaitons néanmoins rappeler une fois encore l'importance du dialogue dans une question aussi délicate. Si nous voulons pouvoir prendre des mesures efficaces, il faut que les États membres accordent leurs violons, raison pour laquelle il est capital de discuter avec les autres États membres et de les convaincre.

2. Deuxièmement, nous savons que la Pologne n'est pas demandeuse d'un Polesxit effectif, car elle souhaite encore pouvoir bénéficier des avantages de l'appartenance à l'Union européenne. Nous avons donc un léger avantage et nous soutenons pleinement le mécanisme de conditionnalité liée à l'état de droit: celui-ci implique que l'octroi des subsides européens soit désormais subordonné à l'application correcte des principes de l'état de droit dans chaque État membre.

3. Troisièmement, il y a lieu de lancer à nouveau une procédure d'infraction contre la Pologne. Si la Pologne persiste dans son refus de tenir compte de l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne, nous devons à nouveau entamer des procédures auprès de la Cour de justice jusqu'à ce que la Pologne se réaligne sur les valeurs de l'UE.

4. Quatrièmement, nous plaidons en faveur du déclenchement de la procédure dite de l'article 7. Il ne doit toutefois s'agir là que d'un dernier recours, car la population polonaise en serait aussi lésée et, dans la pratique, il est quasi impossible de déclencher cette procédure, vu le soutien accordé à la Pologne par la Slovaquie, la Hongrie, la Tchéquie et la Slovaquie.

### III. CARACTÈRE TRANSVERSAL DE LA RÉOLUTION

En ce qui concerne le caractère transversal : la présente résolution porte sur une compétence transversale partagée avec les Régions. Les points de vue du gouvernement flamand et leur défense au sein des forums internationaux sont systématiquement élaborés en coordination avec l'autorité fédérale. Les entités fédérées contribuent à définir la position adoptée par la fédération dans les matières pour lesquelles elles sont compétentes en interne. La politique étrangère de la Belgique est coordonnée au sein de la Conférence interministérielle de la Politique étrangère, où les différents niveaux de pouvoir sont représentés.

1. Een goede dialoog blijft nog steeds de belangrijkste en de eerste optie. Er is echter gebleken dat dit in het verleden nog niet veel heeft opgelost. Toch willen we het belang van een dialoog nog eens aanhalen omdat dit zo'n delicate kwestie is. Als we goede maatregelen willen doorvoeren, is het belangrijk dat de lidstaten hierin overeenkomen, daarom blijft praten met andere lidstaten en die overtuigen van groot belang.

2. Ten tweede weten we dat Polen geen effectieve Polesxit wil, aangezien het nog steeds van de voordelen van de EU wil genieten. Daarom hebben we een streepje voor en steunen we volledig het rechtsstaatmechanisme: dit houdt in dat Europese subsidies voortaan afhankelijk zijn gemaakt van de correcte toepassing van de rechtsstatelijke principes in elke lidstaat.

3. Ten derde moet er opnieuw een inbreukprocedure worden gestart tegen Polen. Als Polen de uitspraak van het Europees Hof van Justitie naast zich blijft neerleggen, dan moeten er opnieuw procedures bij het Hof worden ingezet, totdat Polen zich opnieuw aanpast aan de waarden van de EU.

4. Ten vierde pleiten we voor het inzetten van de artikel 7-procedure. Echter moet dit enkel als laatste optie worden gezien, aangezien de Poolse bevolking hier ook door benadeeld wordt en dit in de praktijk haast onmogelijk is wegens de steun van Slovenië, Hongarije, Tsjechië en Slowakije aan Polen.

### III. TRANSVERSAAL KARAKTER VAN DE RESOLUTIE

Wat betreft het transversaal karakter: deze resolutie betreft een transversale aangelegenheid met de Gewesten. De standpunten van de Vlaamse regering en de verdediging hiervan in de internationale fora geschiedt systematisch in coördinatie met de federale overheid. De gefedereerde overheden geven mede het inhoudelijk standpunt van de federatie vorm voor die materies waarvoor zij intern bevoegd zijn. Binnen de Interministeriële Conferentie voor Buitenlands Beleid waarin de verschillende beleidsniveaus zijn vertegenwoordigd, wordt het Belgisch buitenlands beleid gecoördineerd.

**PROPOSITION DE RÉOLUTION**

Le Sénat,

A. vu la Déclaration universelle des droits de l’homme, en particulier l’article 10 sur le droit à un procès équitable et public devant un juge indépendant et l’article 7 sur le principe selon lequel toutes les personnes sont égales devant la loi;

B. vu le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, en particulier l’article 14 sur le droit d’être entendu par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi;

C. vu le Traité sur l’Union européenne, en particulier l’article 2 sur les valeurs de l’UE, qui érige le maintien de l’état de droit en valeur fondamentale;

D. vu la Déclaration 17 annexée au Traité de Lisbonne, qui énonce que le droit européen doit toujours primer le droit national en cas de conflit;

E. vu l’arrêt *Costa/ENEL* (6/64) du 15 juillet 1964 de l’ancienne Cour de justice des Communautés européennes, qui précise que le droit européen prime le droit national («primauté du droit européen»);

F. vu la Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne, en particulier l’article 11 sur la liberté d’expression et d’information, l’article 20 sur l’égalité en droit et l’article 47 sur le droit à un recours effectif et à accéder à un tribunal impartial;

G. vu la Convention de sauvegarde des droits de l’homme et des libertés fondamentales, en particulier l’article 6 sur le droit à un procès équitable et l’article 10 sur la liberté d’expression;

H. vu la Constitution polonaise, en particulier l’article 9 sur le lien avec le droit international, l’article 10 sur la séparation des pouvoirs et l’article 31 qui énonce que la liberté de toute personne bénéficie d’une protection juridique;

I. renvoyant à la résolution du Parlement européen du 21 octobre 2021 sur la crise de l’état de droit en Pologne et la primauté du droit de l’Union;

J. renvoyant au règlement (220/2092) du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relatif à un

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

De Senaat,

A. gelet op de Universele Verklaring van de rechten van de mens, in het bijzonder artikel 10 over het recht op een eerlijke en openbare rechtszaak met een onafhankelijke rechter en artikel 7 over het principe dat iedereen gelijk is voor de wet;

B. gezien het Internationale Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten; in het bijzonder artikel 14 over het recht op het verkrijgen van een onafhankelijke en onpartijdige bij de wet ingestelde rechterlijke instantie;

C. gelet op het Verdrag betreffende de Europese Unie, in het bijzonder artikel 2 over de waarden van de Unie, waaronder het waarborgen van een rechtsstaat wordt gezien als een basiswaarde;

D. gelet op Verklaring 17 gehecht aan het Verdrag van Lissabon waarin staat dat het EU-recht in tijden van conflict steeds voorrang heeft op het nationaal recht;

E. gelet op het arrest *Costa/ENEL* van 15 juli 1964 van het toenmalig Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen (6/64), dat de voorrang van het Europees recht op het nationaal recht heeft uitgesproken («primauteit van het Europees recht»);

F. gelet op het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, in het bijzonder artikel 11 over de vrijheid van meningsuiting en van informatie, artikel 20 over gelijkheid voor de wet en artikel 47 over het recht op een doeltreffende voorziening in recht en op een onpartijdig gerecht;

G. gezien het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, in het bijzonder artikel 6 over het recht op een eerlijk proces en artikel 10 over de vrijheid van meningsuiting;

H. gelet op de Poolse Grondwet, in het bijzonder artikel 9 over de verbinding met het internationaal recht, artikel 10 over de scheiding der machten en artikel 31 over de vrijheid van elk individu omwille van de bescherming door het recht;

I. verwijzend naar de resolutie van het Europees Parlement van 21 oktober 2021 over de crisis op het gebied van de rechtsstaat in Polen en de voorrang van het EU-recht;

J. verwijzend naar de verordening (2020/2092) van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2020

régime général de conditionnalité pour la protection du budget de l'Union;

K. considérant que, par ordonnance du 14 juillet 2021, la Cour de justice de l'Union européenne a adopté les mesures provisoires demandées par la Commission européenne en vertu de l'article 279 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et portant sur le fonctionnement de la chambre disciplinaire de la Cour suprême polonaise et la suspension de l'application d'autres dispositions du droit polonais affectant l'indépendance des juges;

L. considérant que, le 15 juillet 2021, par son arrêt dans l'affaire C-791/19(9), la Cour de justice de l'Union européenne a jugé que le régime disciplinaire applicable aux juges en Pologne n'était pas compatible avec le droit de l'Union;

M. considérant que, le 10 octobre 2021, plus de cent mille citoyens polonais ont manifesté pacifiquement dans toute la Pologne afin de soutenir l'appartenance de la Pologne à l'Union européenne,

I. Demande aux différents gouvernements:

1) de condamner l'arrêt récent de la Cour constitutionnelle polonaise qui donne la primauté au droit national sur le droit européen;

2) lors de contacts bilatéraux avec les autorités polonaises, de souligner l'importance de l'état de droit et des valeurs européennes;

3) d'appeler la Commission européenne et le Conseil à déclencher contre la Pologne la procédure prévue à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, du règlement relatif à un régime général de conditionnalité pour la protection du budget de l'Union;

4) d'insister au sein de l'Union européenne pour que l'on accorde une plus grande attention aux valeurs européennes et qu'on les respecte;

5) de continuer à demander avec insistance à la Commission européenne et au Conseil d'utiliser tous les instruments à leur disposition afin de garantir le plein respect du droit européen, notamment en mettant fin aux paiements ou en les suspendant ou, le cas échéant, en procédant à des corrections financières;

betreffende een algemeen conditionaliteitsregime ter bescherming van de Uniebegroting;

K. overwegende dat het Hof van Justitie van de Europese Unie bij beschikking van 14 juli 2021 naar aanleiding van een verzoek van de Europese Commissie daartoe voorlopige maatregelen heeft gelast overeenkomstig artikel 279 VWEU inzake de werking van de Tuchtkamer van het Poolse hooggerechtshof en strekkende tot opschorting van de toepassing van diverse bepalingen van Pools recht die de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht aantasten;

L. overwegende dat het Europees Hof van Justitie op 15 juli 2021 in zijn arrest in zaak C-791/19 (9) heeft geoordeeld dat de Poolse tuchtregeling voor rechters niet verenigbaar is met het EU-recht;

M. overwegende dat op 10 oktober 2021 overal in Polen vreedzame pro-EU-demonstraties plaatsvonden, waaraan in totaal meer dan honderdduizend Poolse burgers hebben deelgenomen,

I. Vraagt aan de diverse regeringen om:

1) de recente uitspraak van het Poolse Grondwettelijk Hof die het nationale recht boven het EU-recht plaatst te veroordelen;

2) bij bilateraal contact met de Poolse overheid het belang van de rechtsstaat en de Europese waarden aan te halen;

3) de Europese Commissie en de Raad op te roepen om de procedure van artikel 6, lid 1, van de verordening betreffende een algemeen conditionaliteitsregime ter bescherming van de Uniebegroting in te leiden ten aanzien van Polen;

4) binnen de Europese Unie aan te dringen om meer aandacht te besteden aan en respect te tonen voor de Europese waarden;

5) bij de Europese Commissie en de Raad te blijven aandringen om alle instrumenten waarover ze beschikt, aan te wenden om de volledige eerbiediging van het EU-recht te waarborgen, waaronder het stopzetten of opschorten van betalingen of het, indien nodig, toepassen van financiële correcties;

(9) [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0439\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0439_FR.html).

(9) [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0439\\_NL.html#def\\_1\\_11](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2021-0439_NL.html#def_1_11).

## II. Demande au gouvernement fédéral:

1) de soutenir, au sein du Conseil, l'engagement de procédures d'infraction en ce qui concerne la législation sur la Cour constitutionnelle polonaise, sa composition illégale et son rôle pour ce qui est d'empêcher l'exécution des arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne;

2) de soutenir l'engagement de procédures d'infraction en ce qui concerne la chambre de contrôle extraordinaire et d'affaires publiques de la Cour suprême, le Conseil national de la magistrature et les organes de l'État chargés des poursuites en Pologne;

3) d'appeler le gouvernement polonais à respecter les valeurs européennes et l'état de droit;

4) de convoquer l'ambassadeur de Pologne afin qu'il puisse donner les explications nécessaires concernant les atteintes croissantes à l'état de droit en Pologne et l'arrêt rendu le 7 octobre 2021 par la Cour constitutionnelle polonaise;

5) de continuer à demander avec insistance à la Commission européenne et au Conseil d'utiliser tous les instruments à leur disposition afin de garantir le plein respect du droit européen, notamment en mettant fin aux paiements ou en les suspendant ou, le cas échéant, en procédant à des corrections financières;

6) de s'abstenir, au sein du Conseil de l'Union européenne, d'approuver le projet de plan pour la reprise et la résilience de la Pologne tant que le gouvernement polonais n'appliquera pas pleinement et correctement les arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne et des tribunaux internationaux, et de veiller à ce que l'évaluation du plan garantisse le respect des recommandations par pays pertinentes, en particulier en ce qui concerne la préservation de l'indépendance de la justice;

7) d'exercer, au sein du Conseil de l'Union européenne, une pression suffisante visant à enregistrer des avancées dans la procédure de l'article 7 en cours contre la Pologne, et de plaider en faveur de l'application de l'article 7 du Traité sur l'Union européenne si la Pologne ne se conforme pas à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne lui enjoignant de dissoudre la chambre disciplinaire et n'annule pas l'arrêt de sa Cour constitutionnelle relatif à la primauté du droit européen;

8) d'insister avec force auprès de la Commission européenne pour qu'elle exécute l'article 6, § 2, du Traité

## II. Vraagt aan de federale regering om:

1) de inleiding van inbreukprocedures te steunen in de Raad met betrekking tot de wetgeving inzake het Poolse Grondwettelijk Hof, de onwettige samenstelling ervan en de rol die het speelt bij het verhinderen van de arresten van het Hof van Justitie van de Europese Unie;

2) de inleiding van inbreukprocedures te steunen met betrekking tot de kamer voor buitengewone controle en publieke aangelegenheden van het hooggerechtshof, de nationale raad voor de rechtspraak en het Openbaar Ministerie van Polen;

3) de Poolse regering op te roepen de Europese waarden en de rechtsstaat te respecteren;

4) de Poolse ambassadeur te ontbieden zodat hij de nodige uitleg kan geven over de toenemende ondermijning van de rechtsstaat in Polen en de uitspraak van het Poolse Grondwettelijk Hof van 7 oktober 2021;

5) bij de Europese Commissie en de Raad te blijven aandringen om alle instrumenten waarover ze beschikt aan te wenden om de volledige eerbiediging van het EU-recht te waarborgen, waaronder het stopzetten of opschorten van betalingen of het, indien nodig, toepassen van financiële correcties;

6) in de Raad van de Europese Unie geen goedkeuring te geven aan het ontwerpplan voor herstel en veerkracht van Polen totdat de regering van Polen de arresten van het Europees Hof van Justitie en de internationale rechtscolleges volledig en naar behoren uitvoert, en ervoor te zorgen dat bij de beoordeling rekening wordt gehouden met het feit dat de relevante landspecifieke aanbevelingen, met name betreffende het waarborgen van de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht, worden opgevolgd;

7) in de Raad van de Europese Unie voldoende druk uit te oefenen om vooruitgang te boeken in de lopende artikel 7-procedure tegen Polen, en tevens te ijveren voor de toepassing van artikel 7 van het Verdrag betreffende de Europese Unie als Polen geen gehoor geeft aan het arrest van het Hof van Justitie van de Europese Unie om de Tuchtkamer te ontbinden en zijn uitspraak over het primaat van het EU-recht niet terugneemt;

8) bij de Europese Commissie sterk op aan te dringen om artikel 6, § 2, van het Verdrag betreffende de Europese

sur l'Union européenne et s'empresse de faire adhérer l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme, dès lors qu'il s'agit de l'instrument le plus important pour la protection des droits fondamentaux en Europe.

Le 8 novembre 2021.

Unie (VEU) uit te voeren en spoed te zetten achter de toetreding van de Europese Unie tot het Europees Verdrag van de rechten van de mens (EVRM), aangezien dit het belangrijkste instrument is ter bescherming van de grondrechten in Europa.

8 november 2021.

Els AMPE.  
Hélène RYCKMANS.  
André FRÉDÉRIC.  
Véronique DURENNE.  
Karin BROUWERS.  
Steven COENEGRACHTS.  
Annick LAMBRECHT.  
Philippe DODRIMONT.  
Orry VAN DE WAUWER.